

**TdR : Rédacteur.trice français**

Date de début : 31 janvier

Type de contrat : Temps plein

Lieu de réalisation du contrat : Domicile / Télétravail

**Fonctions principales / Responsabilités**

La Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GI-TOC) recherche un.e rédacteur.trice qui maîtrise la langue française afin de soutenir l'organisation, principalement dans le travail qu'elle effectue en Afrique occidentale. Le poste, dont le/la titulaire sera consultant.e, comprendra les éléments suivants :

- Édition de rapports de recherche, de notes d'orientation et d'autres textes/publications rédigés par des analystes et des chercheurs francophones ;
- Réécriture si nécessaire ;
- Relecture de documents ;
- Contrôle de la qualité des traductions dans la langue cible, soit le français ;
- Développer une feuille de style des orthographes et usages à privilégier pour les documents de la région Afrique de l'Ouest ;
- Révision des documents français.

Les candidat.e.s doivent avoir :

- Trois ans d'expérience professionnelle en rédaction en français, idéalement acquise dans un environnement de recherche, universitaire, multilatéral ou dans une ONG ;
- Parfaite maîtrise de la langue française et niveau élevé d'anglais ;
- Compréhension du processus de publication, des brouillons aux épreuves ;
- Capacité à annoter les épreuves ;
- Expérience de travail dans la région francophone de l'Afrique de l'Ouest.

Le/La candidat.e retenu.e fera partie du pool de rédacteurs et rédactrices consultants de l'équipe chargée des publications de la GI-TOC, et travaillera en étroite collaboration avec le directeur et les analystes de l'Observatoire des économies illicites de la GI-TOC en Afrique de l'Ouest. Le/La candidat.e idéal.e sera basé.e en Afrique de l'Ouest, mais toute autre candidature sérieuse sera également prise en considération.

La GI-TOC encourage les candidatures de personnes issues de groupes sous-représentés.

Les candidat.e.s seront évalué.e.s en fonction des exigences ci-dessus, ainsi que du rapport coût-efficacité et de la disponibilité.

Pour postuler, veuillez envoyer un CV récent et une brève lettre de motivation à : Danica Perišić ([Danica.Perisic@globalinitiative.net](mailto:Danica.Perisic@globalinitiative.net))

Date de clôture des candidatures : 15 décembre 2022

## À propos de la GI-TOC

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (*l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC*) est un réseau d'éminents praticiens et praticiennes de l'application de la loi, de la gouvernance et du développement qui se consacrent à la recherche de stratégies et de réponses nouvelles et innovantes au crime organisé. Au cours de la dernière décennie, la Global Initiative Against Transnational Organized Crime a cherché à améliorer l'analyse de la criminalité organisée, à encourager les actions contre celle-ci et à soutenir la résilience face à elle, afin de réduire son impact négatif sur les personnes, l'environnement, les entreprises et les États. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site web à l'adresse <http://www.globalinitiative.net>.

La GI-TOC a une grande expérience de la coordination de la programmation et de la recherche en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et au Sahel, et étend actuellement ses activités dans la région.

L'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest coordonne une série d'activités de programmation dans la région qui explorent les rôles des marchés illicites, y compris leur relation avec la stabilité ou l'instabilité dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Les activités de programmation comprennent la recherche, le renforcement des capacités, la création de réseaux et la fourniture d'un soutien aux acteurs de la société civile dans le cadre du Fonds de résilience.

La GI-TOC a pour but de :

1. mettre en relation et responsabiliser les acteurs de la société civile de la région qui travaillent sur les questions liées au crime organisé et à la corruption, ainsi que sur leurs liens avec l'instabilité et les conflits ;
2. identifier, analyser et cartographier les tendances criminelles et les changements dans l'instabilité régionale, ainsi que leur impact sur les flux illicites, la gouvernance, le développement, les relations interethniques, la sécurité, les conflits et l'État de droit ; et
3. soutenir les parties prenantes/acteurs locaux dans leur suivi des dynamiques nationales et des tendances régionales et internationales plus larges en matière de criminalité organisée et d'insécurité.